

*Affaires courantes*

nement et qui contient les dépenses détaillées dont les grandes lignes ont été exposées dans le budget.

Par la suite, trois minutes avant 11 heures, à notre demande, parce qu'on ne faisait aucun effort pour que le Conseil du Trésor nous fournisse les renseignements en question ou les ressources pour les obtenir, nous avons commencé à nous douter de la raison pour laquelle on cherchait à nous cacher les renseignements détaillés.

Lorsque nous avons posé des questions aux représentants de Santé et Bien-être social au sujet des réductions, nous nous sommes rendu compte, par exemple, qu'il y avait une diminution de 2,7 millions de dollars au chapitre des programmes relatifs aux drogues et à l'alcool, une diminution des fonds alloués à la stratégie antidrogue, soit une réduction de la réponse du gouvernement à une situation que le premier ministre a lui-même qualifiée de crise.

Madame la Présidente, vous avez probablement appris par la radio, hier et ce matin, que nous envoyons les toxicomanes canadiens se faire traiter en Californie. En même temps, ici, on réduit les dépenses de 2,7 millions de dollars à ce chapitre.

Vous vous rappelez des promesses au sujet de la garde des enfants? Nous avons appris que les projets à cet égard seraient réduits de 1,7 million de dollars, que le Programme d'aide à l'autonomie des aînés le serait pour sa part de 3,5 millions de dollars et que 3,9 millions de dollars étaient retirés à la recherche médicale.

Nous avons cherché à savoir où s'effectueraient les réductions de 23 millions de dollars au secrétariat d'État, mais nous n'avons obtenu aucun renseignement. Nous n'avons pas eu tous les renseignements, mais le député a brandi quelques morceaux de papier et il nous a dit que le programme de la femme était réduit de 1,6 million et le programme pour les jeunes de 6,4 millions. Je suppose qu'en l'absence d'un vrai ministre d'État chargé de la Jeunesse—madame la Présidente, je sais que cela vous concerne—on a pu couper sans vergogne des crédits de 6,4 millions de dollars. Le programme des universités canadiennes est éliminé et les programmes à l'intention des autochtones réduits de 9,8 millions, d'une façon que nous ne comprenons pas bien. Nous savons que l'on élimine les journaux autochtones.

On nous a amené dans une pièce surpeuplée et on nous a refusé des renseignements précis parce que le gouvernement, de toute évidence, aurait été embarrassé,

à ce stade, par l'annonce des détails des dépenses. Le gouvernement préfère attendre quelques semaines—la semaine prochaine sera parfaite, il n'y aura personne ici—avant de divulguer peu à peu les renseignements sur les 13 documents qu'on nous a refusés.

Certains ont qualifié ce budget de «passe-responsabilités». Il a été présenté, ainsi que le disait mon collègue, comme un budget sans augmentations de taxes ni d'impôts. Oublions les 7,6 milliards d'augmentations qui résulteront des mesures annoncées l'an dernier. Oublions la TPS qui commencera l'an prochain. Oublions les réductions de prestations d'assurance-chômage qui augmenteront les dépenses municipales du fait de l'accroissement du rôle des assistés sociaux, cela sans mentionner les primes accrues que ces municipalités devront payer. Oublions les centaines de coûts qui vont retomber sur les municipalités et devront être financés par l'impôt foncier qui est hautement régressif.

Comme Ponce Pilate, le gouvernement se lave les mains du fait que les coûts retombent sur ceux qui sont le moins en mesure de payer. L'important, pour lui, c'est d'économiser 2 500 \$ pour chacun de nous du fait de ce budget. Il est très facile de camoufler les moyennes parmi 25 millions de personnes, mais j'ai comme l'impression que les bénéfices les plus grands iront à ceux pour qui le gouvernement a l'habitude de travailler. Voici comment le gouvernement définit le résultat de ce budget: «L'élévation du niveau de la vie et la qualité de la vie insurpassée dans le monde vont être réalisées grâce au budget déposé hier».

Ce budget repose exagérément sur certaines présomptions de taux d'intérêt pour l'année qui vient. Au moment même où je parle, les marchés du monde prévoient une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Nous aurons la chance de réviser cela pour le prochain budget, le budget rectifié que le ministre des Finances va certainement devoir présenter. J'espère que le président du Conseil du Trésor va réserver une pièce comptant suffisamment de fauteuils, qu'il va nous fournir les prévisions de dépenses détaillées, la partie III du budget des dépenses de tous les ministères, pour que nous puissions alors juger de ce qui se passe.

Les taux d'intérêt jouent un rôle très important dans tout cela. Une différence de 1 p. 100 enlève 1,5 milliard de dollars aux 225 dollars que ce budget est censé faire économiser à tout le monde dans le pays. Cela frise le ridicule.